

**Intervention  
du  
Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, S.E. M. Jean  
Asselborn, lors de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine**

**Addis Abeba, Ethiopie, dimanche 31 janvier 2010**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,  
Chers Ministres,  
Excellences,  
Chers collègues,

C'est un grand honneur pour moi de pouvoir prendre la parole en présence des Chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que de mes collègues ministres africains.

C'est ma première, mais certainement pas dernière participation à un sommet de l'Union africaine, alors que le premier Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Union africaine, en l'occurrence l'Ambassadeur Jean-Marc Hoscheit, vient d'être accrédité il y a quelques jours.

Le Luxembourg entend s'engager dans des relations politiques, diplomatiques et économiques substantielles avec l'Union africaine et ses Etats-membres, à l'instar d'un partenariat pour le développement et la coopération traditionnellement établi depuis des décennies.

Le Luxembourg tire une grande fierté du fait d'être au premier rang des membres d'un petit groupe d'Etats dit « G0,7% », avec une aide publique au développement (APD) proche d'1% du RNB aujourd'hui. Le Luxembourg, malgré les vicissitudes de la crise financière et économique, ne relâchera pas ses efforts en vue de contribuer à la réalisation, en 2015, des Objectifs du Millénaire pour le Développement (Millennium Goals), tout en encourageant les autres pays d'en faire autant.

Le Président Ping a souligné ce matin que les contenus éducatifs et culturels des TIC, comme leur importance sur le plan économique sont cruciaux pour le développement de l'Afrique.

Mon pays souhaite aujourd'hui, par ma voix, faire état de sa volonté et de sa disponibilité à s'associer de manière concrète et efficace à ce projet enthousiasmant! Situé au cœur de l'Europe, le Grand-duché jouit depuis de longues années d'une solide réputation en tant que centre audiovisuel et de services associés. Depuis quelques années, mon pays a connu un développement notable en tant que centre de compétences en matière de technologies de l'information et de la communication, que ce soit dans le domaine d'infrastructures, de contenus numériques ou de commerce électronique, avec certains des principaux acteurs mondiaux installés au Luxembourg. Le fait qu'un certain nombre d'institutions européennes – dont la Banque Européenne d'Investissements (BEI) – soient présentes au Luxembourg, vient encore renforcer cette dynamique.

En complément avec notre politique de coopération au développement, orientée vers l'élimination de la pauvreté à travers une action concrète dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement et du développement local intégré, le Gouvernement luxembourgeois souhaite promouvoir des synergies et systématiser les partenariats, notamment dans le domaine des TIC, en incluant également l'apport indispensable du secteur privé.

D'ores et déjà, le Luxembourg a engagé un montant appréciable dans des projets africains. Il soutient en particulier le développement des TIC à la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). D'autres projets sont en voie d'identification.

Par ailleurs, le Luxembourg est prêt à prendre le « lead » de deux projets en préparation dans le cadre du partenariat stratégique entre l'Afrique et l'Union européenne (UE), projets initiés par l'UE, dans le contexte du fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures gérées par la BEI, en vue de :

- a) fournir par satellite des services de télémédecine en Afrique subsaharienne ;
- b) à mettre en place des points d'échange internet partout en Afrique.

Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

Soyez assurés qu'au moment où votre sommet aura adopté les orientations nécessaires, le Luxembourg, de concert avec d'autres partenaires, répondra Présent! face au défi crucial du développement des TIC en Afrique.

Je vous remercie pour votre attention.